

## **Ces mots qui nous tombent dessus comme la grêle au printemps**

Dans la tempête informatique des médias, il pleut des mots dans les cerveaux que la toile-web emporte en laissant des traces.

Vitesse et concurrence obligeant.

Mots savants, mots fléchés, croisés, tordus, mots imprécis, flous, inexacts, mots-chocs qui semés à la cantonade produisent les fruits amers de la confusion des esprits.

Les historiens qui ont le temps et la connaissance ne sont pas, quant-au passé présenté aujourd'hui, à l'abri de ces dérives.

C'est le combat continu de notre ami l'historien Jean-Marc Berlière, que nous faisons nôtre à HSCO.

**Dis moi comment tu causes de l'Occupation, de la Résistance et de la Libération, et je te dirai qui tu es.**

C'est parce ce que J.M Berlière a causé autrement de cette période, un jour, dans le quotidien Le Monde, que je l'ai rencontré. Il a ouvert un champ d'espérance dans ma recherche balbutiante.

J'invite tous les amoureux des mots de l'Histoire, à lire, crayon à la main le texte repris de la lettre aux amis de la police et de la gendarmerie ( 2013/3) qu'il nous offre ci-dessous.

Gilbert Moreux  
Président

+++

## **Du sens et de l'usage des mots...**

Occire, exécuter, abattre, assassiner, neutraliser, décapiter, ébouillanter, pendre, étrangler, gazer, égorger, éventrer, lyncher... ah qu'il était bon le temps où l'on avait le souci du détail technique !

Un collègue, spécialiste de l'histoire de la justice, pour lequel j'ai de la considération, m'a fait le reproche d'employer le mot « **assassinat** » et non « **exécution** » pour désigner ce que De Gaulle appelle quant à lui, la « **mise à mort** » de Philippe Henriot<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Philippe Henriot, député de la 4<sup>e</sup> circonscription de Bordeaux jusqu'en 1940, Secrétaire d'État à l'Information, milicien, éditorialiste très écouté du « Radio-Journal de France » à l'antenne de Radio-Paris. Sur son assassinat et ses meurtriers, cf JM Berlière et F. Le Goarant, *Liaisons dangereuses*, Perrin, 2013.

Ce problème de l'emploi des mots et de la qualification des actes me préoccupe depuis longtemps. Voir :

-« *Le Sang des communistes, Les bataillons de la jeunesse dans la lutte armée (automne 1941* éditions Fayard 2004.

-« *Liquider les traîtres, « la face cachée du PCF 1941-1943 »* éditions Robert Laffont 2007.

### **Devait-on parler de « l'exécution » de Georges Dezire<sup>2</sup> de Mathilde Dardant<sup>3</sup>, de Gitton<sup>4</sup>... ou « d'assassinats ? »**

Comment qualifier le fait de tuer, d'une balle dans le dos (stigmatisation récurrente par l'Occupant et Vichy de ces actes de « terrorisme ») un aspirant de l'intendance de marine, employé de la caisse d'épargne de Stuttgart, un postier ou un officier de santé de l'armée allemande ? attentat ? Acte de guerre ?

...avec comme conséquences des fusillades de centaines d'otages. Ce qui a préoccupé et « interpellé » nombre de combattants qui doutaient à juste titre de l'utilité militaire de ces actions, mais n'en ignoraient pas les conséquences en termes de représailles.

Le problème a également préoccupé les résistants ou responsables de la Résistance. **Ravanel-Ascher<sup>5</sup>** qualifie la mort d'Henriot « d'acte de guerre ». La justice de l'époque, du moins jusqu'à la Libération, évoque un « assassinat » ce qu'il est en termes juridique (homicide prémédité) même si les temps ayant changé, ses auteurs sont passés du statut d'assassins à celui de héros à la fin du mois d'août 1944 et le terme employé a été dès lors « exécution ».

### **Reprendre les termes employés par l'un ou l'autre camp n'est pas neutre...**

---

2 Interrégional politique du PCF clandestin (Normandie). Soupçonné (à tort) de trahison à la suite d'une chute importante de cadres du PCF, il fut tué dans des conditions particulièrement sordides après une parodie de « procès » à Chatou en mars 1942 par les cadres spéciaux du détachement Valmy (Cf Berlière, Liaigre, *Liquider les traîtres*, Robert Laffont, 2007, pp. 111-147)

3 Militante du PCF originaire de la Hte Vienne, agent de liaison de la direction clandestine. Tuée dans la forêt de Montfort-L'Amaury sans doute par précaution (sic) à la suite de la rupture de sa liaison avec un proche de Duclos (Idem, pp. 17-52).

4 Marcel Gitton (de son vrai nom Giroux) secrétaire à l'organisation (n°3) du PCF. Profondément écœuré par le pacte germano-soviétique puis la désertion de Thorez, il quitta le PCF et fonda le POPF. Il fut abattu d'une balle dans le dos par deux membres du Valmy (Cretagne et Focardi), aux Lilas, le 5 septembre 1941 (idem, pp. 85-110)

5 Serge Ravanel (de son vrai nom Ascher), polytechnicien entré en résistance à Libération-Sud, puis chef des groupes francs des MUR, enfin commandant régional des FFI à Toulouse. Nommé colonel à 24 ans par Koenig. Compagnon de la Libération.

Reprendre le vocabulaire de Vichy ou celui des résistants, vaut de se voir imputer des présupposés idéologiques purement polémiques.

Même si un camp a sa préférence, l'historien ne saurait reprendre à son compte — sauf citations — des condamnations pas plus que des communiqués menaçants ou triomphants, martiaux, manichéens.

Me refusant à employer — sauf citations — des verbes très connotés comme abattre, liquider, ou euphémisés — comme neutraliser —... je me suis résolu, conscient que ce n'est qu'un pis-aller, à employer les termes juridiques. Même s'ils ne sont pas neutres, ils ont l'avantage de qualifier juridiquement l'acte.

Ainsi Georges Déziré, Gitton, Henriot, Mandel<sup>6</sup>, Darlan ont-ils été *assassinés* (meurtre avec préméditation) ; Pucheu<sup>7</sup>, Laval, et même Mme Goa la tenancière du Clair de Lune, « jugée » par un « tribunal populaire » à l'Institut dentaire<sup>8</sup>, ont été *exécutés* à la suite d'un procès dont on peut penser le pire, mais après jugement.

Henriot n'ayant été ni jugé ni condamné, nous employons le terme assassinat, même s'il fait grincer les dents de quelques nostalgiques... On notera d'ailleurs à ce sujet que **Morlot-Gonard**<sup>9</sup>, le chef du commando qui a tué Henriot, avait pour mission soit de le tuer soit de l'enlever pour qu'il soit conduit à Alger pour y être jugé... C'est **Degliame-Fouché**<sup>10</sup> et **Kriegel-Valrimont**<sup>11</sup> qui auraient fortement suggéré de le tuer sur place pour ne pas prendre de risques.

---

6 Georges Mandel (de son vrai nom Louis Georges Rothschild) fut plusieurs fois ministres de la IIIe République et son dernier ministre de l'Intérieur avant l'arrivée de Pétain à la présidence du Conseil. Ancien chef de cabinet de Clémenceau, patriote intransigeant, il combattit le défaitisme révolutionnaire des communistes au printemps 1940 et plaida sans relâche contre l'armistice pour la poursuite de la guerre. Arrêté et interné par l'état français, il fut transféré par les Allemands à Buchenwald. Incarnant tout ce que les nazis détestaient ceux-ci le ramenèrent en France dans l'espoir que l'Etat français le juge et le condamne. Il fut tué pendant son transfert à Vichy et le crime fut attribué à la Milice qui aurait agi en représailles de l'assassinat de Philippe Henriot. Une étude minutieuse des pièces de l'affaire, démontre plutôt que cette hypothèse certes vraisemblable est fautive : l'ordre de l'abattre provenait de Berlin et des plus hautes instances. L'assassin, ayant adhéré récemment à la Milice, était un agent du SD ce qui n'empêchait pas ses relations avec la résistance (Berliere-Le Goarant, *Liaisons dangereuses*, *ibid*, notamment pp. 97-133..

7 Secrétaire d'Etat à l'Intérieur de l'été 1941 au printemps 1942, a joué un rôle très actif dans la répression anticommuniste. Ayant rejoint l'Afrique du Nord en 1943, il fut jugé, condamné à mort et fusillé en mars 1944.

8 Sur Mme Goa, une des nombreuses victimes des FTP de l'Institut dentaire dans le Paris libéré, cf JM Berlière et F. Liaigre, *Ainsi finissent les salauds*, Robert Laffont, 2012.

9 Charles Gonard (alias Morlot) dirigeait le groupe qui assassinat P. Henriot rue de Solférino (Berliere-Le Goarant, *idem*).

10 Marcel Degliame (Fouché en résistance) membre du Conseil National de la Résistance

11 Maurice Kriegel (Valrimont) membre du COMAC (comité d'action militaire) censé diriger les FFI.

**Problème annexe et subsidiaire : que faire des victimes collatérales que l'on n'évoque jamais dans la geste résistante ? :**

-les « civils » (souvent des femmes, voire des enfants (forcément les hommes sont ailleurs : prisonniers de guerre ou au boulot) tués par une bombe ou une grenade posée ou jetée dans une gare, dans la rue, un wagon de métro sont toujours passés par pertes et profits et jamais mentionnés dans les « bulletins de victoires » publiés par la Résistance dans des feuilles clandestines comme *France d'abord*, le journal des FTP rédigé pour l'essentiel par Charles Tillon<sup>12</sup> ?

- Faut-il les faire disparaître au nom de la saga héroïque comme le font la plupart des historiens qui parlent de « lutte armée », de « grenadages », etc... en employant tout un vocabulaire martial et guerrier pour exalter la geste résistante, le courage et l'héroïsme des « combattants » ?

et surtout ne pas reprendre les critiques et condamnations des attentats par Vichy et les Allemands qui dénoncent un « terrorisme » aveugle, qui tue des innocents et abat ses victimes « dans le dos ».

**Les victimes tuées doivent-elles être effacées de l'histoire et enterrées une deuxième fois dans le bilan et les colonnes des pertes et profits au nom de la mémoire et de la saga héroïque ?**

Une victime collatérale ou fortuite d'un événement impliquant des résistants ou des « résistants » est-elle forcément à classer parmi les « collabos » comme toute victime — paysan, berger, femmes, enfants — tuée par l'armée française en Algérie était comptabilisée comme « fellagha »?

Un policier de faction ou un gendarme tué lors d'un contrôle d'identité, par exemple sont-ils des collabos, des traîtres à exécuter ?

Et si ce policier ou ce gendarme sont d'authentiques résistants — c'est arrivé plus d'une fois — doit on les classer parmi les résistants tués (mais par d'autres résistants et non les Allemands) ?

Au pays enchanté des manichéens tout est simple... pas dans la réalité !

---

<sup>12</sup> Membre de la direction clandestine du PCF, chef des Francs-tireurs et partisans (FTP) dont il rédige le journal clandestin (*France d'abord*)

+++

## **Pour en finir ( ?) avec l'absurdité d'une critique récurrente, d'ignorants du sens des mots qu'ils emploient**

L'emploi qui se veut péjoratif voire insultant (quand ce sont les plumitifs sans culture qui l'emploient) de « révisionniste » et de « révisionnisme » à propos du travail actuel des historiens en particulier sur la période de l'Occupation et la Résistance (cf les thèses de Laurent Thiéry, Claude Barbier, Franck Liaigre, Thomas Fontaine, etc...), appelle de ma part quelques remarques :

**-D'abord rappelons à ceux qui croient ainsi proférer une insulte qu'ils démontrent surtout leur ignorance.**

**Ils utilisent un terme dont la noblesse et les origines ne peuvent qu'honorer ceux qu'ils traitent ainsi** puisque les premiers « révisionnistes » furent les partisans de la révision du procès d'Alfred Dreyfus entaché comme chacun sait d'irrégularités qui permirent de condamner un innocent au bagne sur de fausses preuves ce qui fait du procès de Dreyfus l'exemple même du procès inique et truqué.

De ce seul point de vue, un historien ne peut que s'honorer d'être traité de « révisionniste » aux côtés des Zola, Jaurès, Clemenceau et de tous ceux qui se sont battus pour la vérité et la justice.

**Je rappelle par ailleurs, que l'histoire comme toute science (même celles dites exactes) n'est pas fondée sur des postulats et théorèmes incontournables.**

**Elle est tout le contraire de la doctrine, de la foi, de la croyance, car elle est le doute, la recherche, constante, obstinée d'une vérité fuyante et opaque à partir de sources variées, contradictoires, mensongères, reconstruites, biaisées, tronquées, fabriquées... qu'il appartient justement à l'historien de critiquer, confronter, croiser avant de se risquer à une hypothèse qui n'est jamais certaine même si elle est étayée par de nombreux indices.**

**L'histoire (et son fameux jugement) ne sont souvent qu'une intime conviction...**

Toute analyse nouvelle et logique d'un document connu, mais mal interprété pendant des décennies (cf la conversation téléscriptée entre miliciens à Vichy et Paris au lendemain de la mort de Mandel qu'on a toujours présentée comme des « aveux signés » du crime milicien), toute découverte documentaire, tout accès à des sources nouvelles, amènent donc

forcément à réviser/ modifier / préciser / nuancer... la perception, l'analyse, la connaissance que l'on pensait avoir des faits, d'un événement...

**Par nature, et de façon consubstantielle, un historien est donc obligatoirement un révisionniste.**

**Et l'histoire est un constant révisionnisme : c'est une qualité** indispensable au métier d'historien. Une interprétation figée, coulée dans le béton mémoriel ou commémoratif (souvent pour des raisons idéologiques) est la négation de ce qu'est l'histoire. Imagine-t-on reprendre sans les « réviser » les analyses historiques dont tout a démontré la fragilité voire l'aspect mensonger ?

**Le révisionnisme ne doit en aucun cas être confondu avec le négationnisme qui consiste à nier, au nom d'une hypercritique irréaliste, de pure mauvaise foi ou d'une idéologie souvent dissimulée, des faits acquis et prouvés.**

Le fait de nier le génocide juif commis par les nazis, l'utilisation de chambres à gaz à Auschwitz notamment, tout comme la négation des crimes de Lénine, Staline (on lira à ce sujet, *Le Monde* daté du mercredi 6 mars 2013)... au nom du communisme, ressortissent du négationnisme pas du révisionnisme.

Le premier est un abîme de mauvaise foi, le second une qualité indispensable...

+++

## Du « fétichisme des archives »

Mon « billet d'humeur » de la *Lettre aux amis* précédente qui mettait en cause un « toutologue » (j'emprunte l'expression à Philippe Meyer<sup>13</sup>) pour ses erreurs et surtout ses silences qui avaient valeur d'approbation des propos sans rapport avec la réalité tenus au cours d'une émission sur France Culture, qui devaient tout à la légende au sujet du téléfilm sur Guingouin<sup>14</sup> (les « 25 000 fusillés » et autres légendes,) m'a valu une réponse et un échange courtois avec le collègue en question.

Cet échange a démontré une réelle divergence dans l'interprétation de l'histoire et des méthodes de l'historien. J'en ai retenu que j'étais un « fétichiste des archives » et la question étant, là encore, de portée générale et pratique, il m'a semblé intéressant de revenir sur le problème.

Précisons d'abord la force et le paradoxe du concept : dire d'un historien qu'il est un « fétichiste des archives » équivaut à dire à un mathématicien qu'il est un fétichiste des chiffres... bigre !

### Passons et allons au fond du problème.

J'exprimais mon pessimisme sur une crise de l'histoire qui se manifeste depuis près de deux décennies par la désertion des archives publiques ou autres par des historiens professionnels qui préfèrent travailler sur des concepts plutôt que sur des sources alors que celles-ci se multiplient et sont plus ouvertes que jamais.

On aurait naïvement imaginé:

- Que tous les spécialistes de la Seconde guerre mondiale, de l'Occupation, de la Résistance, de la Collaboration... allaient se précipiter sur cette manne dont ils n'avaient pas même rêvée quand ils travaillaient à leur thèse dans les années 1980.

-Qu'ils allaient pouvoir préciser, corriger, valider ou non leurs hypothèses à la lumière des km linéaires d'archives ouvertes :

-Oui ou non la lutte armée s'arrêtait-elle en novembre 1943 à la suite de la chute des FTP-MOI ?

-La Milice avait-elle commandité l'assassinat de Mandel ?

-Le PCF avait-il réellement résisté avant juin 1941 ?

---

13 Chroniqueur de radio

14 René Guingouin, chef des FTP de la Hte Vienne.

-Le concept de « double ligne » avait-il un semblant de début de réalité au sein du PC ?

-Guingouin, Tillon, Havez, Marcel Paul<sup>15</sup>... avaient-ils vraiment appelé à la résistance en juin-juillet 1940 ?

-Les « corps francs nationaux », les réseaux Marco Polo, Morhange et tant d'autres points aveugles de la période allaient-ils enfin trouver une ligne ou deux dans la future édition du *Dictionnaire de la Résistance*...?

Et puis, on allait voir naître ces études qui, souvent, se pillent les unes les autres, brillent par leur médiocrité et la confusion (la « milice », la « police », la « Gestapo », les « SS » employés à tort et à travers, de préférence quand il ne s'agit pas d'eux ou d'elles) sur la collaboration, la Milice, le PPF, le RNP, le MSR (pour le dire vite, le camp des méchants largement absent ou négligé pour des raisons sans doute idéologiques et de simple prudence, il est des sujets politiquement incorrects)...

**Pour l'instant, force est de constater qu'en dehors de jeunes historiens non conformistes et de retraités « free lance », le rush n'a pas eu lieu... et l'historiographie tourne en rond.**

Les seules salves sont destinées aux historiens non professionnels qui osent mettre en cause le corpus, pourtant largement battu en brèche par des archives que l'establishment se garde bien d'aller consulter.

L'establishment préfère balayer d'un revers de main ce qui déroge aux écrits des siens, qu'il défend becs et ongles (mais au nom de quelles connaissances ? de quelles recherches ?) ... sans s'interdire toutefois quelques emprunts non référencés une fois que ces pros ont mesuré les lacunes et erreurs de leurs propres travaux qui vont bientôt et pour longtemps les déconsidérer.

**L'erreur se conçoit, mais rien n'est pire que de continuer à prendre parti alors que la vérité est accessible.**

Pour autant, soyons clair, les archives ne disent rien pas même la vérité si on ne sait pas les travailler et les faire parler.

Le pire serait de tomber de l'histoire de plomb idéologique et purement conceptuelle dans un positivisme béat et naïf !

C'est le rôle des historiens professionnels, de métier, « académiques » d'initier les chercheurs néophytes et débutants à la complexité de l'analyse et de la méthode critique, de les guider dans le labyrinthe des archives. Pour cela encore faudrait-il qu'ils fréquentent eux-mêmes les archives et connaissent ces nouvelles sources : ce qui alimente mon pessimisme sur ce qu'on appelle la crise de l'histoire...

---

<sup>15</sup> Responsables du PCF auteurs d'appels ambigus auxquels la légende du Parti prête des intentions résistantes pour tenter de faire oublier les compromissions de 1940. Sur ces « appels », Cf F. Liaigre, *Les FTP*, Perrin, 2015.



Jean-Marc Berlière,  
président du comité scientifique et d'éthique de HSCO

\*L'objet du délit est en librairie depuis le 21 février 2013 :

\*\* Pour ceux qui seraient intéressés, je me permets de renvoyer à deux articles sur le sujet parus en leur temps dans *Le débat* (« Des archives pour quoi faire ? », *Le Débat*, n° 115, mai-août 2001, p. 118-124) et *La Revue d'Histoire moderne et contemporaine* (« Archives de police / historiens policés ? » *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, n° 48-4bis, 2002, p. 57-68).

Les deux sont accessibles en ligne : [www.cairn.info/revue-le-debat-2001-3-p-118.htm](http://www.cairn.info/revue-le-debat-2001-3-p-118.htm) et

<http://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2001-5-page-57.htm>